### **JANVIER-DECEMBRE 2012**





PROGRAMME D'ALPHABETISATIONET D'APPRENTISSAGE DE METIERS POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (PALAM/BID/SEN)



PAYS : SENEGAL

MINISTERE de TUTELLE: MINISTERE DE LA FEMME, DE L'ENFANCE

ET DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ

AGENCE D'EXECUTION: UNITE DE GESTION DU PROGRAMME (UGP)

NOM DU PROJET : PROGRAMME D'ALPHABETISATION ET D'APPRENTISSAGE DE METIERS POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

NUMERO DU PROJET : PALAM/BID/SEN 110

### JANVIER -DECEMBRE 2012

### TABLE DES MATIERES

I. CONTACTS	3ERREUR! SIGNET NON DEFINI.
II - OBJECTIFS ET LOCALISATION DU PROJET	3
III -DESCRIPTION DES DIFFERENTES COMPOS	ANTES 4
IV -PLAN DE FINANCEMENT (SUIVANT ACCORD	DE FINANCEMENT) 4
V ETAT D'EXECUTION PHYSIQUE	5
VII. ORGANISATION ET COMPOSITION DE L'UN	ITE DE GESTION DU PROJET
VIII. ETAT DES DECAISSEMENTS	ERREUR! SIGNET NON DEFINI.
IX- RISQUES ET OPPORTUNITES	10
X- ACTIVITES ET DECAISSEMENT PROGRAMME	S POUR LE PROCHAIN TRIMESTRE
	18
XI. CONCLUSION	17

### **JANVIER-DECEMBRE 2012**

### I- Contacts

	Nom	Adresse Tel, Fax, Email	
Directeur/coordonnateur du	Mme Mbacké Khady	00221 77 537 09 20	
Projet	Fall Ndiaye	khadyrassoul@yahoo.fr	
	Unité de Gestion du	57, Avenue Georges Pompidou	
Agence d'exécution	Projet (UGP)	Dakar, Sénégal	
	Projet (OGF)	Tél/Fax: 00221 33 8212164	
Charles de Continue de	Unité de Gestion du	57, Avenue Georges Pompidou	
Siège de l'Unité de Gestion du	Projet (UGP)	Dakar, Sénégal	
Projet	rrojet (OGF)	Tél/Fax: 00221 33 8212164	

### II-Objectifs et localisation du projet

### 1. Objectif global

L'objectif principal du PALAM est de contribuer à la réduction de la pauvreté au sein des populations rurales et féminines en priorité, par l'accès à une alphabétisation fonctionnelle centrée sur les compétences et par l'accès aux services de micro finance favorisant l'auto développement.

### 2. Objectifs Spécifiques

OS1: L'objectif de la composante 1 est d'assurer l'accès à une éducation de base sur une durée de 3 à 4 ans avec application du programme de l'élémentaire allégé pour la passerelle vers le formel et la formation pré qualifiante au profit des enfants non scolarisés, déscolarisés et ceux des daaras.

OS2: L'objectif de la composante 2 est de répondre aux besoins éducatifs des adolescents et jeunes adultes âgés de 16 à 24 ans en leur assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires à l'exercice d'une activité économique.

OS3: L'objectif de la composante 3 est d'améliorer les compétences et qualifications des femmes travailleuses âgées de 24 à 49 ans pour les activités économiques qu'elles exercent.

### 3. Localisation

La présente phase du PALAM se déroule dans quinze (15) communautés rurales des régions de Diourbel et Kaffrine, dans 279 villages

### III- Description des différentes composantes

Composante	Description				
1. Accès à l'éducation des	<ul> <li>8000 enfants de 9-15 ans déscolarisés précoces ou</li> </ul>				
déscolarisés et non scolarisés	non scolarisés dont 65% de filles fréquentent une école				
âgés de 9 à 15 ans	communautaire de base (ECB) d'ici 2014;				
2. Formation qualifiante des	3000 jeunes et adultes âgés de 16 à 24 ans ont				
adolescents et jeunes adultes	renforcé leurs compétences techniques et				
analphabètes	professionnelles;				
3. Alphabétisation	<ul> <li>10000 femmes travailleuses analphabètes âgées de</li> </ul>				
fonctionnelle des femmes	24 à 49 ans ont améliorées leurs compétences techniques				
travailleuses	et leurs revenus ;				
4. Dispositif de Micro finance	• 60% des jeunes, adultes et 50 % des femmes en				
pour l'appui à l'auto emploi	activité formés ont accès à la micro finance suivant les				
	principes de la charia				
5. Gestion et suivi du	<ul> <li>La gestion et le monitoring du programme sont</li> </ul>				
programme	assurés par une équipe d'experts				

### IV- Plan de financement (suivant accord de financement)

### PLAN DE FINANCEMENT (en millions de dollars US)

Composante	IDB	Gouv	Co financiers	TOTAL
1. Accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9 à 15 ans	3,68	0,91	-	4,59
2. Formation qualifiante des adolescents et jeunes adultes analphabètes	1,49	0,41	-	1,90
3. Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses	2,22	0,49	-	2,71
4. Dispositif de Micro finance pour l'appui à l'auto emploi	3,04	0,05	-	3,09
5. Gestion et suivi du programme	0,92	0,84	-	1,76
Imprévus (5% des composantes sauf la composante 4)	0,40	0,10	-	0,5
TOTAL	11,75	2,80	-	14,55

### JANVIER - DECEMBRE 2012

<u>Commentaires:</u> Donner la situation actuelle du plan de financement (préciser si différent du plan initial), de la mobilisation du financement, de la mobilisation des fonds de contrepartie, des conditions et termes du co-financement, de la levée des conditions préalables au premier décaissement, à la mise en vigueur etc.

Il apparait que le plan de financement de démarrage du programme est toujours le même et n'a donc pas subi de modification au courant de l'année 2012.

La mobilisation des fonds BID ne pose pas de problème particulier, hormis le délai relativement long lié à la délivrance des Avis de non Objection (ANO).

En outre le délai de traitement du recrutement complémentaire des opérateurs en alphabétisation a été très long. Il est de même pour le paiement des prestations des opérateurs d'une manière générale Paiement des opérateurs

Pour palier à ces problèmes, Madame le Ministre de la Femme, de l'Enfant, de l'Entrepreneuriat féminin a initié, sur proposition de l'UGP, une lettre demandant l'autorisation de payer les prestations des opérateurs sur le compte spécial ouvert à Dakar.

R.A.S

### V-Etat d'exécution Physique

Activités	Date de début		Date de fin		Taux d'exécution	Analyse des
	P1	Re <sup>2</sup>	Pl Pl	Re	physique	écarts
Composante 1 : Accès à ans dont 65%					t ceux des Daara emmes travaille	
Construction des ECB (infrastructures disponibles)	1° / 01 / 12	15 / 03/ 12	30 / 06 / 12	En cours	80 %	contraintes liées au non respect des délais par les entrepreneurs
Equipement des ECB	04/10/11		15/05/12	En cours	30%	La livraison est en cours

Recrutement des opérateurs en alphabétisation ( Deuxième génération)	16/01/12	1°/04/12	1e/04/12	28 / 09 / 12	100 %	Délivrance tardive de l'ANO par la BID
Formation des Volontaires	23/01/12	20/06/12	20/06/12		57,5%	Attente formation volontaires des 17 opérateurs restants.
Formation en Alpha des cibles	09 / 05 / 12	28 /12 / 12	15 / 05/ 12	31 / 12/	10%	Démarrage timide du fait des lenteurs décaissements de la BID et retard accusé dans le recrutement des opérateurs
TAUX EXECUTION					61,875%	
COMPOSANTE 1 Composante 2: Formation 16 à 24 ans	n qualifiante d	le 3 000 adolesc	ents et jeunes a	dultes analı	phabètes et dé	scolarisés, âgés de
Appui en équipement des ateliers artisanaux	01/06/11	31/08/11	01/01/12	30/03/12	40%	Le processus d'acquisition des équipements est en cours
Formation technique des jeunes	01/01/12		31/12/12		50%	Les apprentissage s par rapport aux curricula retenus suivent leur cours dans les ateliers

Formation des MA (mission de confirmation			and the second s			Les M. A. sont formés en
de la sélection définitive						APC
des MA, des apprentis,			0= 10= 110	40 /05 /40	1000/	ATC
de la sélection des	30/04 /12	03/05/12	07/05/12	12/05/12	100%	
centres ressources,						
l'identification des						
besoins en équipement						
des ateliers et						
identification des besoins	5 FE 1					
en formation des						
Maîtres d'Apprentissage						
sélectionnés)						
Formation des	Non prévu	31 / 07 / 12	Non prévu	02 / 08 12	100%	Activité non
opérateurs techniques en						prévue dans le
Approche Par						PTA et réalisée
Compétences						
TAUX EXECUTION					60%	
COMPOSANTE 2					60%	
Composante 3 : A	  Alphabétisatio	n fonctionnelle	de 10 000 femi	mes travaille	uses âgées de 2	24 à 49 ans
Composante 3 : A	Alphabétisatio		de 10 000 femi	mes travaille	uses âgées de Z	Décaissement
	  Alphabétisatio	n fonctionnelle	de 10 000 fem	06/10/12	uses âgées de 2	Décaissement tardif des
Composante 3 : A	Alphabétisatio		de 10 000 femi			Décaissement tardif des fonds alloués
Composante 3 : A  Formation initiale des facilitateurs et des	Alphabétisatio		de 10 000 femi			Décaissement tardif des fonds alloués
Composante 3 : A  Formation initiale des facilitateurs et des superviseurs des CAF		12/06/12		06/10/12	100 %	Décaissement tardif des fonds alloués aux opérateurs
Formation initiale des facilitateurs et des superviseurs des CAF  Formation des facilitatrices/teurs  Formation des femmes		12/06/12		06/10/12	100 %	Décaissement tardif des fonds alloués aux opérateurs Activité
Formation initiale des facilitateurs et des superviseurs des CAF  Formation des facilitatrices/teurs	1/09/12	12/06/12	10/09/12	06/10/12	100 %	Décaissement tardif des fonds alloués aux opérateurs  Activité réalisée  Au total 1644 ont été
Formation initiale des facilitateurs et des superviseurs des CAF  Formation des facilitatrices/teurs  Formation des femmes	1/09/12	12/06/12	10/09/12	06/10/12	100 %	Décaissement tardif des fonds alloués aux opérateurs  Activité réalisée  Au total 1644 ont été effectivement
Formation initiale des facilitateurs et des superviseurs des CAF  Formation des facilitatrices/teurs  Formation des femmes	1/09/12	12/06/12	10/09/12	06/10/12	100 %	Décaissement tardif des fonds alloués aux opérateurs  Activité réalisée  Au total 1644 ont été effectivement formées sur les
Formation initiale des facilitateurs et des superviseurs des CAF  Formation des facilitatrices/teurs  Formation des femmes	1/09/12	12/06/12	10/09/12	06/10/12	100 %	Décaissement tardif des fonds alloués aux opérateurs  Activité réalisée  Au total 1644 ont été effectivement formées sur les 6000 femmes
Formation initiale des facilitateurs et des superviseurs des CAF  Formation des facilitatrices/teurs  Formation des femmes	1/09/12	12/06/12	10/09/12	06/10/12	100 %	Décaissement tardif des fonds alloués aux opérateurs  Activité réalisée  Au total 1644 ont été effectivement formées sur les 6000 femmes prévues en
Formation initiale des facilitateurs et des superviseurs des CAF  Formation des facilitatrices/teurs  Formation des femmes travailleuses	1/09/12	12/06/12 24/09/12	10/09/12 31/12/12	06/10/12	100 % 100% 27,4%	Décaissement tardif des fonds alloués aux opérateurs  Activité réalisée  Au total 1644 ont été effectivement formées sur les 6000 femmes prévues en 2012
Formation initiale des facilitateurs et des superviseurs des CAF  Formation des facilitatrices/teurs  Formation des femmes travailleuses	1/09/12	12/06/12	10/09/12	06/10/12	100 %	Décaissement tardif des fonds alloués aux opérateurs  Activité réalisée  Au total 1644 ont été effectivement formées sur les 6000 femmes prévues en
Formation initiale des facilitateurs et des superviseurs des CAF  Formation des facilitatrices/teurs  Formation des femmes	1/09/12	12/06/12 24/09/12	10/09/12 31/12/12	06/10/12	100 % 100% 27,4%	Décaissement tardif des fonds alloués aux opérateurs  Activité réalisée  Au total 1644 ont été effectivement formées sur les 6000 femmes prévues en 2012  Pas encore

Finalisation de la		02/01/12	30/03/12		100000000000000000000000000000000000000		
convention avec l'AP/SFD				27/07/12	24/06/12	70%	
Finalisation de la sélection des SFD		04/01/12	30/0312	25/05/12	21/06/12	100%	
Appui en équipemen aux partenaires et SI sélectionnés	1	16/01/12	16/01/12	29/06/12	En cours	100%	Réalisée
Renforcement des capacités des SFD et ONG en FI	des	02/01/12	25/01/12	31/12/12	31/12/12	50%	Poursuite du plan de formation
TAUX EXECUTION COMPOSANTE 4	1					67,25	
		Con	posante 5 : Ge	stion et suivi du	programme		
Organisation et Sensibilisation des communautés	01/0	01/11	02/05/11	01/01/12	En cours	100%	Retard dû au fait que les opérateurs ne sont pas encore recrutés
Suivi des activités	01/0	01/11	01/01/11	31/12/12	En cours	60%	Contrainte sur le mécanisme de décaissement et Insuffisance des moyens de suivi
TAUX EXECUTION COMPOSANTE 5		;				60%	
TAUX GLOBAL MOYEN					47.47	64,925%	

Donner un commentaire sur le taux d'exécution du projet, les activités réalisées durant le trimestre, les problèmes survenus qui ont impacté les délais, lister les risques potentiels.

### JANVIER -DECEMBRE 2012

Au cours de cette année 2012, les principales activités ont tourné autour de :

La réception et l'équipement d'ECB: une mission regroupant des membres de l'UCIP, du centre de responsabilité et de la Plateforme régionale a été organisée à cet effet. Au total 26 ECB ont été réceptionnées dans les régions de Kaffrine et Diourbel.

La tenue d'un atelier de partage des outils de suivi avec l'ensemble des acteurs concernés: à cette occasion, les stratégies d'intervention de chaque composante ont été présentées suivies de la stratégie globale du programme. Par la suite, le niveau de suivi, le système d'enrôlement des cohortes et le projet de planning par composante des activités prioritaires pour un bon démarrage ont été visités. En outre, il a été évoqué, l'impérieuse nécessité d'une synergie réelle entre les opérateurs d'une même communauté rurale. Enfin, partant du rapport de suivi-évaluation de MSA et des outils proposés par l'UGP en rapport avec les centres de responsabilité, cette atelier a été l'occasion de partager avec l'ensemble des acteurs le dispositif de suivi et les fiches leurs permettant de recueillir les informations sur le terrain

Recrutement des opérateurs en alphabétisation de la Deuxième génération : au total, 17 opérateurs ont été recrutés complétant les 23 de la première génération soit un total de 40 opérateurs

### Au titre d'autres activités réalisées nous pouvons également citer :

- La formation des Volontaires et facilitateurs des opérateurs de la première génération
- La formation des opérateurs techniques en Approche Par Compétences
- L'appui en équipements aux partenaires et SFD sélectionnés
- Le démarrage des activités de formation des cibles (enfants, jeunes et femmes)

Le taux d'exécution du programme en 2012 s'explique par les points ci-après :

- le retard dans la délivrance de l'ANO de la BID en ce qui concerne la sélection complémentaire des opérateurs en alphabétisation affectant ainsi le processus de mise en œuvre combinée des programmes alpha et formation technique des jeunes et des femmes.
- les contraintes liées au déroulement des constructions et des missions de supervision,
- le non respect des engagements par certains entrepreneurs.
- l'enrôlement tardif des apprenants.
- les retards constatés dans la délivrance des ANO concernant les opérateurs alpha.
- lenteur dans le paiement des opérateurs.

En conséquence les risques potentiels qui pourraient en découler sont les suivants :

### JANVIER - DECEMBRE 2012

- la déperdition des enfants qui étaient déjà ciblés et consolidés,
- la déperdition des volontaires du fait d'autres opportunités d'emplois,
- le projet risque de ne pas atteindre ses objectifs quantitatifs.

Il convient de souligner qu'au titre des activités non prévues dans le PTA 2012 et réalisées, nous avons l'atelier de formation des opérateurs techniques en APC qui s'est tenu du 31 juillet au 02 août 2012 au CNRE. Cette nouvelle modalité pédagogique est à utiliser dans les enseignements des cibles du programme.

Au titre des activités non réalisées, nous pouvons retenir :

- a la formation des volontaires
- F la formation technique des femmes travailleuses (Composante 3).
- L'appui en facilités

Comparer le taux d'exécution Physique (64,925%) au taux de décaissement global (47,71%).

Les taux reflètent la réalité de l'exécution du programme sur 2012.

Donner les leçons qui pourraient être tirées de cette situation.

Le retard dans la délivrance des ANO pour la signature des contrats avec les opérateurs en alphabétisation est un handicap majeur pour le déroulement du programme d'éducation des enfants des ECB dont la durée est de quatre (4) ans.

### VI- Etat d'exécution financière

Budget	Engagé	Réalisé	Pourcentage(R/B)
*			
504 000 000	287 947 258	287 947 258	57,13%
182 000 000	177 651 166	177 651 166	97,61%
84 000 000	0	0	0%
56 000 000	55 035 200	55 035 200	98,28%
60 000 000	34 225 000	34 225 000	57,04%
	504 000 000 182 000 000 84 000 000 56 000 000	504 000 000 287 947 258 182 000 000 177 651 166 84 000 000 0 56 000 000 55 035 200	504 000 000       287 947 258       287 947 258         182 000 000       177 651 166       177 651 166         84 000 000       0       0         56 000 000       55 035 200       55 035 200

en alphabétisation (analyse et approbation des dossiers de soumission)	10 100 000	17 030 000	17 030 000	168,61%
Composante 2  - Identification des bénéficiaires  - Elaboration des curricula	12 000 000 96 000 000	17 641 620 91 216 000	17 641 620 91 216 000	147,01% 95,02%
Composante 3  - Lot1 : Identification des bénéficiaires	13 000 000	16 901 120	16 901 120	130%
Composante 4  Renforcement des capacités des acteurs en Finance	50 000 000	25 000 000	40 780 338	81,56%
Islamique - Acquisition d'Expert en	10 000 000	5 710 000	5 710 000	57,10%
Suivi Evaluation - Sélection des SFD	5 000 000	2 750 000	2 750 000	55%
Composante 5				
- Voyage d'études	14 000 000	15 447 700	15 447 700	110,34%
- Séminaire sur les approches	45 000 000	47 444 029	47 444 029	105,43%
- Salaires (BID)	294 000 000	192 231 160	192 231 160	65%
- Salaires (BCI)	85 000 000	46 650 000	46 650 000	54,88%
- Suivi des activités	10 000 000	6 000 000	6 000 000	60%
TOTAL				81,24%

### **JANVIER - DECEMBRE 2012**

Commentaires: Donner les explications sur les dépassements de couts, les économies effectuées, actions pour couvrir les surcouts. Identifier les risques de dépassement à ce stade et proposer des actions de mitigation

Au 31 décembre 2012, l'UGP a connu quelques dépassements mais également obtenu des économies sur certaines activités réalisées :

- Sur le marché « Etude du milieu » : économie de 27 484 500 F CFA.
- Sur le marché « Constructions salles de classes ECB » : il faut noter deux rubriques à savoir : le contrat de marché pour un montant de 457 981 142 F CFA et le suivi et contrôle des chantiers par les partenaires locaux et la DCS (Direction des Constructions Scolaires) pour un montant de 30 000 000 ; le budget global prévu à cet effet étant de 504 000 000 FCFA, on constate une économie de 16 018 858 F CFA.
- Sur le marché « Equipement des salles de classes ECB » : économie de 10 457 627 F CFA qui sera utilisé pour l'acheminement du matériel des communautés rurales aux villages abritant les ECB.

Ce qui fait un total d'économie de 43 503 358 F CFA.

### **JANVIER-DECEMBRE 2012**

### VII- Organisation et composition de l'unité de gestion du projet

### (Voir l'organigramme en annexe)

Le PALAM, créé par arrêté ministériel N° 07839 du 14 Août 2009, est administré par une Unité de Gestion du Programme (UGP), basée à Dakar, au 57, Avenue Georges Pompidou, les locaux ont été mis à disposition par l'Etat du Sénégal. L'UGP s'appuie sur les trois centres de responsabilité que sont la Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales, la Direction de l'Apprentissage et la Direction de l'Entreprenariat Féminin au niveau national et sur la plate forme de l'Initiative Nationale pour la Protection Sociale au niveau régional.

### L'UGP est composée :

- d'une Directrice,
- d'un Expert Gestionnaire,
- d'un Expert en Education / Formation,
- d'une personne ressource (fonctionnaire détaché au programme) en charge du Développement Communautaire
- d'un Expert en Micro Finance,
- d'un personnel d'appui composé de secrétaires, d'une comptable matière et de chauffeurs. Par ailleurs, les services de gardiennage et d'entretien des locaux de l'UGP sont assurés respectivement par deux sociétés.

### L'UGP est appuyé par :

- ✓ un Comité de pilotage, crée par arrêté ministériel N°10779 du 23 Novembre 2009, il est composé de plusieurs ministères, d'associations de femmes, de jeunes et de la société civile, ce comité est présidé par Madame le Ministre d'Etat, il se réunit une fois par semestre en vue de délibérer sur les plans de travail annuels, préparés par l'équipe du projet ;
- ✓ un Comité d'appui technique composé en plus des directions centres de responsabilité, d'autres directions et services nationaux impliqués de par leur mission régalienne dans la mise en œuvre du PALAM. Il se réunit trimestriellement et chaque fois que de besoin pour échanger sur l'état d'exécution technique du programme ;
- ✓ la Plateforme Nationale pour la Protection Sociale (INPS): elle réunit l'ensemble des acteurs au niveau de chaque région, les collectivités locales, les services techniques déconcentrés et les autorités administratives. Elle assurera le suivi quotidien du programme dans toutes ces composantes, sous la direction du Service Régional du Développement Communautaire et l'appui des Acteurs Porteurs de Développement Communautaires ou APDC.

Comme susmentionné, en plus de ces organes, les centres de responsabilité assurent l'exécution de leur composante sous la supervision et la coordination de l'UGP.

### VIII- Etat des décaissements

Composante	Montant	Cout estimé	Montant total	décaissé	Observations	
•	du contrat	F CFA	BID	GOUV		
Composante : Ac	ccès à l'éduca	tion des désco	larisés et non s	colarisés âgés	de 9-15ans	
Sélection des opérateurs en alphabétisation	0	10 100 000	17 030 000	0	Prévision sélection complémentai re (coût processus pris en compte)	
Construction des ECB (fonds BID et BCI)	457 981 14 2 -	504 000 000 BID 182 000 000 BCI	287 947 258 0	0 177 651 166	Travaux en cours	
Equipements des ECB (fonds BID et BCI)	-	84 000 000 BID	0	0	Marché attribué et livraison en cours.	
	55 035 200	56 000 000 BCI	0	55 035 200	Marché attribué et livraison en cours	
Composante: Fo	ormation qua	lifiante des ado	lescents et jeu	nes adultes an	alphabètes	
Identification des bénéficiaires	-	12 000 000	17 641 620	0	Réalisé	
Elaboration des curricula	58 500 000	96 000 000	91 216 000	0	Réalisé	

Identification		13 000 000	16 901 120	0	Réalisé
des					
bénéficiaires					
Composante : D	ispositif de m	icro finance po	ur l'appui à l'ai	ito emploi	
Finalisation et	-	3 000 000	0	0	Réalisée
validation de la					
stratégie de la					
composante					
Sélection des	2 750 000	5 000 000	2 750 000	0	Réalisée
SFD					
Appui en	45 665 000	70 000 000	45 665 000	0	Réalisée
équipements					
aux					
partenaires et					
SFD					
<b>s</b> électionnés			17.007.000		
Renforcement	-	50 000 000	47 395 338	0	En cours
des capacités					
de l'UGP et des					
partenaires					
institutionnels			- 1		
en finance					
islamique	4:	i der masiat			
Composante : G	estion et suiv	au projet			
Voyages	-	14 000 000	15 447 700	0	Réalisé
<u> </u>		45,000,000	47 444 029	0	Réalisé
Séminaire sur	-	45 000 000	47 444 029	U	Realise
les approches			*		
Suivi des	-	10 000 000	0	6 000 000	En cours
activités					

Commentaires: Donner les détails des décaissements en suspens, les dates des requêtes, les montants etc....

- Aucun décaissement n'est en suspens à la fin de l'année 2012.

### IX- Risques et Opportunités

Lister dans cette section toutes les opportunités qui pourraient être saisies pour améliorer la

### **JANVIER-DECEMBRE 2012**

### mise en œuvre du projet, son impact et sa consistance.

- Les rencontres de partage et de mise à niveau organisées par l'UGP sont à noter comme un atout favorisant l'appropriation et la capitalisation des acquis.
- Les réunions de concertation, de partage et d'harmonisation des opérateurs en alphabétisation, techniques, collectivités locales et autres acteurs par communauté rurale / département ou par région.
- L'existence au niveau régional d'une plateforme technique regroupant autour de l'autorité administrative, les différents services techniques, les collectivités locales, et autres partenaires est un atout très important qui favorise la responsabilité, l'appropriation, la capitalisation des acquis et la pérennisation des activités.
- L'utilisation des experts formateurs qui avaient en charge le renforcement des capacités des facilitateurs techniques pour évaluer la formation des femmes travailleuses et comme superviseurs pour la mise en place des micros entreprises.
- Le risque majeur est la non maitrise du processus et des priorités de décaissement des ressources du BCI allouées au PALAM.

### Lister tous les risques potentiels qui pourraient affecter le délai, la qualité, le coût, les bénéfices attendus du projet.

- La délivrance tardive des ANO pour le recrutement des opérateurs en alphabétisation.
- Le démarrage tardif et non harmonisé du programme des ECB et d'alphabétisation des CAF.
- La prise en charge inadéquate de certaines facilités (transport et restauration) peut entrainer la démotivation de certains acteurs comme les maitres artisans, les jeunes lors des sessions de formation.
- Le retard dans la mobilisation des ressources du BCI destinées aux équipements des ateliers artisanaux, la problématique des lieux de formation en milieu rural liée à l'inexistence ou à la précarité des espaces de formation situés souvent à des distances assez éloignées de leurs zones d'habitation.
- L'inexistence et/ou la non concordance dès le début, entre le programme alpha et la formation technique des jeunes et des femmes due en grande partie aux délais assez longs des procédures d'acquisition et de décaissement.
- Le retard du démarrage effectif des formations des femmes travailleuses risque d'allonger le programme en termes de délai et de coût
- Le retard qu'accuse la mise à disposition des facilités pour les femmes pourrait affecter la qualité des formations en ce sens que ces derniers devraient leur alléger leurs travaux domestiques pour leurs donner plus de temps à consacrer à leurs formations et activités génératrices de revenus.
- Le démarrage effectif des formations planifiées pour les jeunes et les femmes

### **JANVIER-DECEMBRE 2012**

- L'identification et la satisfaction tardive des Serigne Daaras constituent un frein à l'implication effective des talibés dans les ECB.

### Lister tous les problèmes auxquels fait face le programme et les solutions pour y remédier

- Les lenteurs des procédures de la BID et de la DCMP affectent considérablement la mise en œuvre des activités du PTA 2012 : nous recommandons une concertation entre la BID et l'Etat du Sénégal pour trouver un consensus dans la gestion concertée des dossiers d'acquisition afin de raccourcir les délais de traitement des dossiers
- La quasi inexistence des centres ressources pour la prise en charge de formations dans les deux régions : recourir à des unités mobiles de formation
- La liste définitive des facilités non stabilisée : il faudrait faire une mission pour déterminer définitivement les besoins et par rapport aux moyens dont on dispose faire l'arbitrage pour au moins débuter le processus d'acquisition qui prend du temps.
- L'importance de la synergie d'actions entre différents centres de responsabilité de ministères techniques participe du renforcement des capacités des institutions publiques dans leurs missions régaliennes pour aider les populations les plus vulnérables à sortir de la pauvreté; par conséquent leur disponibilité constante pendant la phase d'exécution est vivement recherchée.
- Le manque d'expérience des SFD, par rapport aux produits de la Finance Islamique proposés par PALAM, peut ralentir les effets attendus de leurs interventions en faveur des cibles.
- L'intégration des produits de la FI dans le Systèmes d'Information et de Gestion des SFD sélectionnés

### Préciser les leçons qui pourraient être retenues pour d'autres projets.

- Le caractère décentralisé du programme permet d'assurer une implication effective des structures locales, en particulier des services déconcentrés dans la mise en œuvre des activités et un suivi de proximité. La responsabilisation des autorités et des collectivités locales dans les zones d'intervention du programme facilite les concertations communautaires et assurent une bonne gestion du programme.
- La construction et l'équipement des infrastructures sociocommunautaires du non formel sont salutaires et méritent d'être pérennisés dans d'autres programmes.
- Le recours à un cadre local de concertation, de partage et d'harmonisation des interventions, particulièrement des opérateurs d'exécution.
- La responsabilisation dans la mise en œuvre du programme d'autres Directions techniques

### **JANVIER-DECEMBRE 2012**

dont les missions sont en phase avec les objectifs visés, est d'un grand apport pour l'impact recherché.

- L'implication des Acteurs Porteurs de Dynamique Communautaire (APDC) comme relais à la base devrait être systématisée et renforcée.
- Pour un programme pilote assez novateur (utilisation de la finance islamique), il faudra : tenir compte dans la formulation du projet de la budgétisation de l'intégration des produits de la finance islamique dans le SIG des SFD

revoir les objectifs quantitatifs des microentreprises à la baisse dans cette phase pilote qui constitue un test

### V. Activités programmées pour l'année 2013.

(1er Janvier au 31 Mars 2013)

Extrants	Activités	Tâches	Date de début	Date de fin
	Con	mposante 1		
Les constructions de 30 ECB / BCI sont réceptionnées	Construction de 2012	30 ECB / BCI	30 / 09 / 12	30/12/12
Les équipements des ECB sont livrés et réceptionnés	Equipements des	ЕСВ	18 10 / 12	28/ 10 / 12
Les 85 volontaires et les 17 superviseurs sont formés	Formation initivolontaires et 17 s		22 / 10 / 12	04 / 12 / 12
Les 8 000 enfants âgés de 9- 15 ans fréquentent les 200 ECB	Les 8 000 enfants âgés de 9- 15 ans fréquentent les ECB	8000 enfants	1 <sup>er</sup> /10 /12	28 / 12 / 12
Les 360 facilitateurs et les 40 superviseurs sont formés et les 6000 Femmes travailleuses de la première cohorte et les 2000 Jeunes adultes sont alphabétisés	Alphabétisation fonctionnelle	Formation initiale des facilitateurs et des superviseurs	1 <sup>er</sup> /10 / 12	30 /11/12
	jeunes adultes et des femmes travailleuses	former les jeunes adultes et les 6000 femmes travailleuses en LN	2/01/2013	30 /11 /13
Les activités de la composante sont suivies et évaluées et	Suivi – évaluation des activités	Suivi – supervision du niveau	2/01/2013	30 /11 /13

les points forts et les points à améliorer sont maîtrisés.		local				
		Contrôle du suivi déconcentré	2/01/2013	30 / 11 / 13		
	Cor	mposante 2				
Les apprenants et maitres d'apprentissage sont sélectionnés	Sélection des apprenants (es) et des maitres d'apprentissage	Valider la sélection des MA et des apprenants (es)	01/01/12	31/12/12		
Les maitres d'apprentissages sont formés	Formation de d'apprentissage	es maitres	Lun 05/12/12	28/12/12		
Appui aux ateliers des artisans sélectionnés	Renforcement en é ateliers sélectionne		Mar 24/04/12	Lun 26/11/12		
Les sessions de certification sont préparées	Certification compétences1des	des apprenants	01/01/12	31/12/12		
Les facilités sont réceptionnées et livrées aux bénéficiaires	Acquisition des facilités (matériel et outillage technique)		1/12/2012	31/12/2012		
Les 2000 jeunes apprenants sont alphabétisés	Alphabétisation of apprenants	de 2000 jeunes	Mer17 /11 /12	Lun 31/12/12		
	Co	mposante 3				
180 facilitatrices sont formées	Formation des (trices)	facilitateurs				
6 000 femmes sont formées	travailleuses		01/11/2012	30/12/2012		
10000 femmes sont alphabétisées	Alphabétisation des femmes	fonctionnelle	28/05/2012	31/12/2012		
Les activités de suivi évaluation en 2012 sont réalisées	Suivi évaluation Supervision des fo		28/05/2012 28/05/2012	31/12/2012 31/12/2012		
		mposante 4	1	1 01 /10 /10		
Les formations des Renforcement Finaliser le			01/10/12	31/10/12		

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>A prélever du cout apprenant

### **JANVIER-DECEMBRE 2012**

acteurs et des	des capacités de	plan de		
bénéficiaires sont	l'UGP et des	formation		
réalisées	Partenaires institutionnels en finance islamique	Renforcer les capacités des SFD et les assister dans les premiers financements	01/10/12	31/12/12
		Superviser les formations	01/10/12	31/10/12
	Con	mposante 5		
Organisation des communautés de base, réunions et ateliers	Organisation des communautés de bases, réunions et ateliers		01/01/12	31/12/12
Suivi des activités	Inauguration, Communications et Honoraires  Suivi des activités		01/01/12	31/12/12
			01/01/12	31/12/12

### VI. Conclusion.

Aujourd'hui, il convient de souligner que le PALAM, qui s'inscrit dans une démarche novatrice, a gagné en expérience. Les outils pour sa mise en œuvre efficiente ont été stabilisés, les nouveaux acteurs identifiés, et un capital expériences accumulées. Ces atouts qui viennent d'être cités pourraient véritablement aider dans le cadre de la mise en œuvre d'autres programmes.

Les différents outils stabilisés par le Programme devraient voir leur application renforcée au niveau opérationnel, accentuant de manière continue les capacités des opérateurs à pouvoir suivre et rendre compte quant aux résultats.

Au stade actuel, une bonne partie des enfants ont été déjà enrôlés; le renforcement des capacités des facilitateurs techniques dans les différents corps de métiers (composante 3) a permis de stabiliser les différents modules pour chaque corps de métier, d'échanger et de mutualiser les expériences pour une harmonisation des stratégies d'intervention.

Au total, l'essentiel des activités prévues dans le PTA ont été réalisées au cours de ce troisième trimestre 2012. Toutefois, à l'effet d'une plus grande efficacité dans la mise en œuvre du programme, et une plus grande rigueur dans le respect des échéanciers, il faut une concertation entre l'Etat du Sénégal et la BID pour trouver un consensus dans la gestion concertée des dossiers d'acquisition afin de réduire leurs délais de traitement

### ANNEXES

Annexe 1 : ETAT DE L'ENSEMBLE DES ACQUISITIONS DES BIENS ET SERVICES

Annexe 2 : LISTE DES CONTRATS

Annexe 3 : ETAT DE L'ENSEMBLE DES DECAISSEMENTS

Annexe 4: PHOTOS

Annexe 1: ETAT DE L'ENS EMBLE DES ACQUISTITO NS DES BIENS ET SERVICES

Montant du Marché	44 515 50 0	20 600 000	5 710 000	1 740 000	435 752	849 969
date d'approbation du contrat signé	15/06/10	15/07/11	12/08/11	27/12/2011	27/12/2011	27/12/2011
date signature contrat	18/05/10	08/06/11	12/07/11	27/12/2011	27/12/2011	27/12/2011
date approbation projet de con trat	05/05/10	08/07/11	12/07/11	20/12/2011	20/12/2011	20/12/2011
date de transmission Projet de contrat	02/02/10	08/06/11	12/07/11	17/12/2011	17/12/2011	17/12/2011
Date transmission eval/financ et Tech	29/04/10	20/05/2011	06/05/2011	10/07/2011	10/07/2011	10/07/2011
Date approbation rapport d'évaluation te chni que	24/04/10	20/05/2011	06/05/2011	10/07/2011	10/07/2011	10/02/2011
date de fransmission rapport d'évaluation technique	05/02/10	20/05/2011	06/05/2011	10/07/2011	10/07/2011	10/07/2011
date ou verture des plis	05/01/10	26/04/11	05/04/11	03/06/2011	03/06/2011	03/06/2011
date remise des offres	02/12/09	26/04/11	05/04/11	29/04/2011 03/06/2011	03/06/2011	29/04/2011 03/06/2011
date lan cement consultation ou Appel d'offres	02/11/09	26/03/11	05/03/11	29/04/2011	29/04/2011	29/04/2011
Date non objection Liste restreinte	21/10/09	05/02/2011	05/02/2011	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID
date non objection DAO	21/10/09	05/02/2011	05/02/2011	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	01/04/2011 DC:MP 15/04/2011 BID	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID
Date d'envoi Liste restreinte	02/10/09	26/02/2011 05/02/2011	03/12/2010 05/02/2011	07/01/2011	07/01/2011	07/01/2011
D. en voi DAO	02/10/09	26/02/2011	03/12/2010	2 Fev2011	2 Fev 2011	2 Fév 2011
Description	Services Etude du milieu	Recrutement d'un expert en finance Islamique	Recrutement d'un expert en Suivi Evaluation	Re crutement des opérateurs al pha	Recrutement des opérateurs techniques (composante 2)	Re crutement des opérateurs techniques (composante 3)

58 500 000	32 000 000	487 981	177 651 166	70 000 000	45 665 000	28 577 573	000 000 9	25 000 000
01/08/2011	20/01/11	18 /03/11 DCMP 22/01/11 BID	09/11/2011	10/11/10	31 AOUT 2012	09/11/2011		
04/07/2011	27/12/10	31 déc 2010	09/11/2011	21/10/10	31/05/12	09/11/2011	- 1	,
27/06/2011	27/12/10	27/12/10	03/11/2011	15/10/10	31/08/12	03/11/2011	•	,
25/07/2011	08/12/10	22 /10/10	28/10/2011	21/09/10	31/05/12	28/10/2011	-1	
04/07/2011	8 Déc 2010	13/10/10	25/11/2011	08/06/10	23/03/12	08/04/11		
01/08/2011	18/05/10	13/10/10	25/11/2011	08/09/10	06/04/12	11/50/91	1	
04/07/2011	18 MAI 2010	08/10/10 DCMP 01/10/10 BID	08/08/11	26/08/10	23/03/12	08/04/11	1	1
06/05/2011	02/02/10	27/08/2010	11/90/60	04/08/10	17/02/12	12/11/10	1	1
06/05/2011	02/02/10	27/08/2010	09/06/11	04/08/10	17/02/12	12/11/10	-	
06/04/2011	05/04/10	29/07/2010	09/05/11	04/07/10	18/01/12	12/10/10	1	1
01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	15/02/10	01.07/10 DCMP 20.07/10 BID	28/04/11	29/06/10	15/12/11	27/09/10	-	1
01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	15 Fev 2010	01/07/10 DCMP 20/07/10 BID	28/04/11	29/06/10	15/12/11	27/09/10	'	
02/02/11	04/12/09	08/06/10	26/04/11	01/90/91	08/12/11	28/07/10	'	
2 Fév 2011	4 Déc 2009	01/90/80	26/04/11	16/06/10	08/12/11	28/07/10	DRP	DRP
Recrutement consultant pour les curricula	Audit	Works Construction salles de classes (sur Fonds BID pour 84 classes)	Construction salles de classes (sur BCI 2011 pour 30 classes)	Acquisi tion véhi cules	Appui e qui pements au x SFD	Equipements salles de classes (pour 200 classes)	Manuel de procédures	Acquisition mobiliers et équipements

### Annexe 2: LISTE DES CONTRATS

Contrat	Bénéficiaire	Montant en F CFA TTC	Durée	OS dé marrage	
REDACTION CURRICULA	MAMADOU MOUSTAPHA FALL	58 500 000	60 JOURS	Mission terminée	
CONSTRUCTIONS	- GMB - GMB - IMPACT ENTREPRISE	229 499 674 177 651 166 137 046 463	180 JOURS 120 JOURS 180 JOURS	Exécution en cours	
	- GIE EPA - SET 2000	91 435 005 169 919 940	180 JOURS		
DIAGNOSTIC SFD	DJIBRIL DIOP	2 750 000	15 JOURS	MISSION EXECUTEE	
FINANCE ISLAMIQUE	AHMED OULD HOUEBIB	20 600 000	60 JOURS	Mission exécutée	
SUIVI EVALUATION	CABINET MSA	5 710 000	60 JOURS	MISSION EN COURS	
AUDIT	CABINET MAX CONSULTING GROUP	32 000 000	DUREE DU PROJET	MISSIONS 2010 et 2011 EXECUTEES	
VEHICULES	SERA	55 200 000 14 800 000		LIVRES	
MANUEL DE PROCEDURES	CABINET MAX CONSULTING	6 000 000	60 JOURS	MANUEL DISPONIBLE	
ETUDE DU MILIEU	CABINET MSA	44 515 500	180 JOURS	MISSION EXECUTEE	
EQUIPEMENT	- GMB - ENTRASE	73 542 373 55 035 200	60 JOURS	EXECUTION EN COURS	
EQUIPEMENT DES SFD	- DABAKH OFFICE - COSEF - ENTRASE	17 716 520 24 549 900 11 618 280	30 JOURS	REALISEE	
	- OPERATEURS ALPHA	1 722 045 338			
RECRUTEMENT DES OPERATEURS	- OPERATEURS TECHNIQUES C2	435 752 175	Durée du programme	EN COURS	
	- OPERATEURS TECHNIQUES C3	849 969 412			





Comité de pilotage du programme sous la présidence de M. le Directeur de Cabinet du Ministre, du représentant de la BID du représentant du MEF et de la Directrice du PALAM





La délégation sénégalaise lors de la mission de familiarisation à la BID Djeddah



Formation des facilitateurs techniques du lundi 22 au samedi 29 septembre 2012 à Diourbel



Atelier de partage des outils de suivi du PALAM avec tous les acteurs locaux concernés : Vue de la Salle



Modèle d'ECB réceptionnée



Des enfants en formation en alphabétisation dans une ECB



Produits de femmes travailleuses formées en teinture à Mbobèhne



Produits de femmes travailleuses formées en savonnerie



Des femmes travailleuses en formation en teinture